

L'Europe de l'est à l'épreuve de l'intégration européenne

Du miroir aux alouettes à l'exigence de réaliser les promesses ?

CATHERINE SAMARY,
économiste, université
Paris-Dauphine

Les populations d'Europe de l'Est – y compris les Allemands qui ont fait chuter le Mur de Berlin – espéraient vivre mieux et plus libres dans une Europe pacifiée qu'ils croyaient solidaire, sans frontières, dotée d'un « modèle social » et démocratique. Elles se sont heurtées à de nouveaux murs, particulièrement celui de l'argent. Elles sont soumises aux marchés spéculant sur la dégradation des rapports de force sociaux au détriment des classes populaires, ainsi que sur le déséquilibre des relations entre pays du centre et périphéries. Mais les attaques sociales avant ou depuis la « crise de la dette » sont les mêmes dans tous les pays de l'Union, dans ou hors de l'euro. L'intégration européenne fait que l'injustice et l'inefficacité de ces politiques peuvent être perçues et combattues à l'échelle politique où elles s'appliquent : n'est-ce pas l'« utopie concrète » d'une autre Europe ?

En Europe de l'Est, la décennie 1990 fut globalement celle de l'introduction du pluralisme politique et de la destruction de l'ancien système socio-économique (privatisations, changements des critères de gestion...). Les institutions financières internationales ont laissé croire à l'identité entre démocratie et ouverture au marché international et privatisations. Une équation marqua tous les discours électoraux « libéraux » : privatisation + marché = liberté et efficacité économique.

Mais une deuxième équation est venue faire système avec la première : l'espoir de se débarrasser du bureaucratisme, de faire tomber les murs et de vivre mieux fut associé en Europe de l'Est à ce qui ne s'appelait pas « politiques d'ajustement structurel » (du FMI) mais « critères d'adhésion à l'Europe »... Mais ici et là, les mêmes dogmes et recettes du « consensus de Washington » devaient s'appliquer (privatisations généralisées, financements privés de marché, flexibilité du travail et baisse des impôts sur le capital pour attirer les capitaux étrangers). Les transformations de système se sont donc intégrées dans un capitalisme en phase de transformation mondiale

basée sur ces « critères » d'efficacité, faisant des privatisations et du marché des « valeurs démocratiques ».

Deux temps ont marqué le changement de système en Europe de l'Est : la première moitié de la décennie fut dominée par des chutes de croissance de 20-30% dans toutes les branches d'activités. C'est ce qu'on a appelé (rétrospectivement) la « crise systémique » associée à la destruction des mécanismes socio-économiques de l'ancien système. La reprise se produisit ensuite¹, inégalement, mais avec poursuite des pertes d'emplois et creusement des écarts de revenus. Au point que la Banque mondiale soulignait que « l'inégalité s'est accrue dans toutes les économies en transition », qui ont « commencé la transition avec des niveaux d'inégalités parmi les plus faibles du monde »².

Taux de croissance moyen du PNB et de l'emploi

	1989-1994		1994-2000		2000-2007	
	PNB	Emploi	PNB	Emploi	PNB	Emploi
Bulgarie	-5,7	-5,8	-0,2	0,0	5,6	2,0
Estonie	-1,6	-4,3	5,8	-2,7	8,0	1,7
Hongrie	-3,2	-4,2	3,6	0,5	3,8	0,3
Lettonie	-11,2	-5,1	4,3	-2,3	9,0	2,4
Lituanie	-11,5	-2,0	4,5	-1,2	8,0	1,3
Pologne	-1,6	-3,6	5,7	-0,2	4,0	0,6
Rep.Tchèque	-2,3	-2,0	2,2	-0,8	4,5	0,8
Roumanie	-4,6	-1,8	0,1	-2,4	6,1	-0,8
Slovaquie	-2,4	nd*	3,8	-0,6	6,2	1
Slovénie	-2,3	-4,6	4,3	-0,3	4,4	0,9

On ne peut comprendre, sans ces données de base, pourquoi dans le cadre des élections pluralistes – principal acquis contre l'ancien régime au cours de cette décennie – les votes populaires se sont tournés vers les anciens communistes, dès les toutes premières années de la décennie 1990. C'est vrai notamment en Pologne qui pourtant avait été le symbole de la résistance ouvrière et des luttes démocratiques de masse contre le règne du parti unique, avec le syndicat indépendant *Solidarność* en 1980. Il ne s'agissait évidemment pas d'une nostalgie pour la dictature du parti unique – radicalement rejetée – mais pour des droits reconnus, sinon bien appliqués : un droit à l'emploi et à l'accès pour tous aux biens et services de base. Sauf que les « ex » (communistes) désormais social-démocratisés, loin de défendre de tels droits, s'étaient transformés en appuis des politiques économiques de privatisations néo-libérales prônées pour rejoindre la

1. La Pologne fut la première à reprendre le chemin de la croissance et à rattraper le niveau de PIB de 1989... après l'annulation de sa dette extérieure que l'on mentionne rarement et une décennie de régression. Seuls les pays d'Europe centrale avaient retrouvé en 2000 les niveaux de PIB de 1989.
2. Banque mondiale (BM), *Regional Overview, 1998*. Cf. aussi BM, *Dix ans de transition*, Rapport de 2002.

vieille Europe. Désormais, les élections allaient produire des alternances sans alternatives.

La phase 1994-2000 de sortie de « crise systémique » fut marquée par des privatisations « de masse » sans réel apport de capital sauf en Estonie et en Hongrie qui ont fait les premières le choix d'ouverture au capital étranger³. La première phase des « privatisations » avait été juridique, limitant les attaques sociales frontales liées aux restructurations des grandes entreprises ; elle s'était accompagnée d'une distribution massive (sous diverses formes) de « parts » de propriété aux travailleurs. La deuxième phase entamait le dépeçage des grandes entreprises ou leur soumission à des critères de rentabilité, avec en général le nouvel État comme principal actionnaire. La croissance (mesurée par le PIB), y fut fort peu créatrice d'emplois. Les pertes d'emploi dans les grosses entreprises étaient en effet bien loin d'être compensées par la création des petites entreprises privées, d'ailleurs souvent fragiles.

Mais à la fin de la décennie 1990 et surtout au cours de la décennie 2000 jusqu'à la crise de 2008-2009, la croissance moyenne s'accéléra pour être très supérieure à la moyenne des 1 à 3% de la « vieille Europe » – au point qu'on parlait de « rattrapage ». Et, en 2007-2008, on évoquait même le « décrochage » des pays de l'Europe de l'Est par rapport à la crise déclenchée aux États-Unis et se propageant dans le monde à partir de 2007.

Mais outre le fait que l'on omettait généralement de dire que ce « rattrapage » survenait après une très grande chute par rapport au niveau atteint en 1989, ce jugement était basé sur la comparaison (Est/Ouest) des taux de croissance du PIB. Or on sait qu'il n'est en rien un indicateur de « bien-être ».

Espérance de vie à la naissance dans les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) en 1970 et 2002, rapportée aux chiffres de la France dans les mêmes années

	Moyenne 1970-1975	Moyenne 2000-2005
Bulgarie	98,1%	89,7%
Hongrie	95,7%	91,0%
Pologne	97,4%	93,5%
Rep.tchèque	96,8%	95,4%
Roumanie	95,6%	89,2%
Slovaquie	96,7%	93,3%

Source : Données des Nations unies (PNUD), *Rapport sur le développement humain*, 2004, New York 2004 – cité par Jacques Sapir, *La fin de l'euro-libéralisme*, Seuil, Paris 2006, p.95

3. On trouvera le développement de ces analyses de la « grande transformation capitaliste » à l'Est, ainsi que de l'élargissement vers l'Est de l'UE sur mon site <http://csamary.free.fr>. Cf. aussi Jean-Pierre Page, « Europe de l'Est : économie politique d'une décennie de transition », *Critique internationale*, n° 6, hiver 2000.

En effet, le PIB n'indique pas comment la production est réalisée (quel emploi, dans le cadre de quels droits sociaux), quels biens et services sont produits, avec quels financements et quelle distribution des résultats. En pratique, la convergence de système eut les privatisations généralisées pour « marqueur » – assorties d'un chômage massif, inexistant auparavant, du creusement des inégalités et de la privatisation des services.

De 1999 à 2008, le « big-bang » de l'élargissement vers l'Est de l'UE allait recouvrir une « croissance » (mesurée par le PIB), profondément déséquilibrée.

Le big bang de l'élargissement vers l'Est de l'UE

L'engagement de l'UE à accueillir dix PECO⁴ pris en 1999 visait en fait à contenir des mécontentements populaires croissants. Ceux-ci se traduisent jusqu'à aujourd'hui au plan électoral par la montée des abstentions et les votes xénophobes ainsi que par la difficulté politique à construire des majorités gouvernementales. Le choix de l'élargissement fut donc géo-politique. Mais il ne fut pas accompagné des moyens d'une stabilité socio-économique.

L'écart de PIB par habitant entre l'État le plus pauvre et le plus riche de l'Union était avec l'entrée de l'Espagne et du Portugal en 1986 de 1 à 4,9. Avec l'arrivée de la Roumanie et de la Bulgarie en 2007, il passa à 20,1. Mais alors que les élargissements vers les pays du Sud et l'Irlande s'étaient accompagnés de l'augmentation des « fonds structurels » du budget européen, c'est l'inverse qui fut décidé dans « l'agenda 2000 » de l'UE. L'Allemagne n'avait renoncé au DM qu'en obtenant de sévères règles budgétaires ; et elle ne voulut pas que l'intégration des PECO lui « coûtât »⁵. Pourtant ceux-ci lui « rapportaient » : elle y délocalisa bien des ateliers, exerçant des pressions à la baisse sur les salaires allemands et basant sa croissance (faible) au cours des années 2000 sur les excédents à l'exportation. Mais le budget européen fut plafonné à 1% du PIB européen (contre quelque 20% pour le budget fédéral étasunien) alors que le Traité de Maastricht limitait dettes et déficits publics en interdisant de surcroît (pour intégrer l'euro) tout financement des États par les Banques centrales à taux réduits ou nuls.

Dans l'ensemble les PECO étaient donc encouragés à se tourner vers les financements privés supposés efficaces et associés à la libre circulation des capitaux. Comment attirer les investissements directs étrangers (IDE) ? Par le *dumping* social (la baisse des salaires et protections sociales) et fiscal.

4. Au-delà des huit premiers intégrés en 2004 avec Chypre et Malte, puis de la Roumanie et de la Bulgarie en 2007, le Conseil de Thessalonique de 2003 a promis que l'UE s'ouvrirait aux candidatures des Balkans de l'ouest (Albanie et ex-républiques yougoslave – moins la Slovénie déjà membre).

5. L'unification allemande s'était traduite par un transfert de quelque 100 milliards de DM par an vers les nouveaux *Länder* pendant plus d'une décennie.

Le taux d'imposition sur le revenu des sociétés a baissé de 8,4 points entre 2000 et 2009, les plus bas taux étant à l'Est, notamment 15% en Lettonie (pour une moyenne de 23,5 dans l'UE27)⁶. Pour respecter les « critères », la contraction des recettes fiscales s'accompagna en général de celle des dépenses sociales. La Hongrie qui voulut accroître son budget pour l'éducation et la santé entre 2003 et 2006, dut se tourner vers les marchés financiers pour financer son déficit atteignant 9%.

Mais la libre circulation des capitaux a ouvert une autre source de financement privé : les banques. Après les privatisations « de masse » sans apport réel de capital, la nouvelle décennie fut celle d'une dépendance organique envers les banques d'Europe occidentale que l'adhésion à l'UE a favorisée : en 2008⁷, dans les 10 nouveaux États membres (NEM) sauf la Slovaquie, les actifs bancaires étaient majoritairement détenus par les banques étrangères (entre 65 et 80% pour la Lettonie et la Pologne, et pour les sept autres de 82 à... 100%).

La croissance des années 2003-2008 a été marquée dans les NEM, notamment la Hongrie et les Républiques baltes, par une effective augmentation de la demande intérieure (consommation et investissements) après les années de crise et d'appauvrissement. Mais de l'autre, elle était largement accompagnée de deux grands déséquilibres : d'une part, un déficit majeur des balances courantes extérieures (entrée des IDE – investissements directs étrangers – souvent sous forme de firmes tournées vers l'exportation et exigeant l'importation de leurs composants ; mais aussi prise de contrôle des banques ou création de filiales). D'autre part, la demande fut financée par l'envol des crédits offerts par les banques (se sentant en sécurité dans le nouveau cadre d'intégration européenne), en direction des populations précaires, et basés sur les montages financiers (crédits en devises étrangères, jouant sur des taux de change et d'intérêt initialement favorables) – donc un endettement privé majeur, en devises étrangères.

La nouvelle périphérie est-européenne à l'épreuve de la crise

En 2009, la quasi-totalité des 1700 milliards de dollars d'emprunts est-européens étaient de fait détenus par des banques ouest-européennes (Autriche, Italie, France, Belgique, Allemagne et Suède concentrent à elles seules quelque 84 % des avoirs). Or, les banques privées ont privilégié les

6. Cf. *Eurostat* 22 juin 2009.

7. Source : BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement).

placements sur la dette publique et les crédits à la consommation facilitant l'accès aux grandes surfaces des multinationales ou aux placements immobiliers.

La frénésie de consommation par endettement (dans le contexte évoqué d'appauvrissement) a des points communs avec la crise des *subprimes* aux États-Unis. Elle a été encouragée par la frénésie de consommation des quelques nouveaux riches. Mais aussi par l'adhésion à l'UE qui a été perçue par les banques comme un signe d'atténuation des risques. L'ensemble a sous-tendu l'envol évoqué de la croissance entre 2000 et 2007, particulière dans les pays parfois qualifiés comme « modèles » ou « tigres » d'Europe de l'Est – les pays baltes où les taux de change étaient « stabilisés » par un ancrage rigide à l'euro.

La croissance déséquilibrée des pays baltes avant la crise

En 2006	Lituanie	Estonie	Lettonie
Croissance du PIB	7,8%	10,4%	12,1%
Croissance du Crédit	35%	53%	52%
Balance courante (en% du PIB)	-9,5%	-14,6%	-21,3%

Source : BRI (Banque des règlements internationaux)

Au début des années 2000, la baisse internationale des taux d'intérêt (entraînée par la politique de relance de la FED) avait encouragé l'endettement en devises étrangères là où les taux de change étaient favorables. Près de 90% des hypothèques hongroises sont libellées en francs suisses depuis 2006 et la masse globale de prêts consentis en francs suisses hors de Suisse est estimée à 500 milliards d'euros. 45% de l'ensemble du marché des crédits immobiliers et 40% de l'ensemble des crédits à la consommation hongrois sont exprimés en francs suisses plutôt que dans le forint national, ce qui est devenu un piège quand les taux d'intérêts du franc suisse ont grimpé et que la fuite des capitaux a fait chuter le forint hongrois.

Le montant des prêts accordés (notamment par les réseaux autrichiens ou suédois) couvre l'équivalent de 20% du PIB en République tchèque, Hongrie ou Slovaquie et 90% dans les États baltes. Les États d'Europe de l'Est ont dû rembourser ou refinancer environ 400 milliards de dollars en 2009 – l'équivalent du quart du PIB de toute l'Union.

À partir de septembre 2008, les sorties de capitaux et la contraction des exportations ont commencé à frapper plusieurs États qui firent appel au FMI, en premier ceux dont la croissance avait été la plus tributaire des crédits et financements extérieurs (Hongrie, Ukraine, Pays baltes). Mais, en 2009, seule la Pologne⁸ connaissait un taux de croissance faiblement positif, la chute a été d'environ 3% à plus de 10% dans les autres PECO, la plus forte dans les trois républiques baltes (la contraction sur deux ans a été de 25% en Lettonie et de 20% en Estonie), assortie de crises politiques et sociales.

Taux de croissance (PIB) %	2007	2008	2009	2010 (f)	Déficit public [et dette publique] en 2009 en % du PIB	PIB par hab. en Parités de Pouvoir d'Achat (PPA) (US\$) (2010)UE =30,835
Bulgarie	6,4	6,2	-4,9	-0,1	-3,9 [14,9]	12,052
Rep. Tchèque	6,1	2,5	-4,1	2,3	-5,2 [35,5]	24,987
Hongrie	0,8	0,8	-6,7	1,1	-4,0 [78,4]	18,815
Pologne	6,8	5,0	1,7	3,5	-7,1 [50,9]	18,837
Roumanie	6,3	7,3	-7,1	-1,9	-8,3 [23,9]	11,766
Slovaquie	10,5	5,8	-4,8	4,1	-6,8 [35,4]	22,267
Slovenie	6,9	3,7	-8,1	1,1	-5,5 [35,5]	27,889
Estonie	7,2	-5,1	-13,9	2,4	-1,7 [7,2]	18,274
Lettonie	10,0	-4,2	-18,0	-0,4	-8,9 [58;0]	14,330
Lituanie	9,8	2,9	-14,7	1,3	-8,9 [29,5]	16,997

Sources : Eurostat ; Études du CERI, décembre 2010, WIIW.

Des questions ont commencé à émerger⁹ : « Les PECO se trouvaient (...), avant même que la crise ne les affecte, fragilisés par des déséquilibres inhérents à leur modèle de croissance. La convergence décrite (...) n'était donc probablement pas un processus intrinsèquement soutenable (...). Mais il aura fallu le révélateur de la crise pour que cela apparaisse clairement »¹⁰.

Pourtant, l'inquiétude exprimée par le rapport de 2009 de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), reconnaissant la gravité de la crise affectant les PECO, débouchait en conclusion sur un constat satisfait : « la transition » restait sauve, puisqu'aucun mouvement de remise en cause des réformes n'avait émergé. Mais si, dans un premier temps, les rapports de la BERD se sont réjouis du fait que les banques occidentales, impliquées organiquement dans les PECO, ne se soient pas retirées comme de

8. En dehors des PECO, l'Albanie connaissait encore 3% de croissance en 2009 avant d'entrer en récession début 2010.

9. Cf. Jason Bush, « Latvia's Crisis Mirrors Eastern Europe's Woes », du 3 mars 2009 reproduit par *Spiegel on line*.

10. Alexandre Vincent, « PECO, la convergence à l'épreuve de la crise », *Conjoncture*, janvier 2010, n°1.

simples capitaux spéculatifs, ils devaient ensuite reconnaître l'importance de la contraction des financements et donc la fragilité, que soulignent les derniers rapports de la BERD, d'une dépendance envers les financements externes. Mais, disent-ils, le « modèle » des privatisations reste intact, et il reste plus que jamais défendu. Seul infléchissement idéologique notable par rapport aux discours du début de la « transition » : l'insistance sur le besoin d'un État fort pour la mettre en œuvre...

Les comportements des populations face à cette « transition vers l'économie de marché »¹¹ analysés en 2007 par la BERD, mettent en évidence un fort attachement aux services publics de la santé et de l'éducation : des luttes importantes ont paralysé plusieurs années la privatisation de la santé en Hongrie (ce qui n'est pas étranger avec la montée, particulière dans ce pays, d'un fort déficit budgétaire : d'un côté, il menait des politiques de financement libérales au plan fiscal, mais de l'autre les partis au pouvoir subissaient les pressions populaires pour le maintien du secteur public de santé notamment). Dans la période récente, des mouvements étudiants se sont étendus pour la gratuité de l'enseignement, notamment en Croatie, qui doit être le prochain nouveau membre de l'UE en 2013. Mais la conclusion que tirent les experts de la BERD des comportements populaires est qu'il faut une bonne pédagogie : il s'agit de convaincre les populations que la satisfaction de leurs aspirations à des soins et une éducation de qualité passe par les privatisations...

Quant aux pouvoirs d'État, ils sont en Europe de l'Est à l'avant-garde des politiques d'austérité budgétaires et d'attaques sur les retraites, afin de satisfaire les critères de la Commission européenne et du FMI. L'Estonie est l'extrême symbole d'une situation impensable : après plus de 20 % de chute de croissance en trois ans, elle a intégré l'euro en janvier 2011, avec un déficit minime de 1,7% du PIB en 2009 et une dette publique de moins de 8% du PIB (à comparer avec les « normes » des Traités européens respectivement de 3% et 60%). Les explosions sociales ont été parfois très violentes, mais matées non seulement par la répression, mais par la crise elle-même et un profond désarroi : le discours de droite a exploité la crise grecque pour dénigrer le « laxisme » des « socialistes » et valoriser l'austérité et la rigueur européennes... La population avait pour « alternative » la même austérité en dehors de l'euro ou dans l'euro...

11. Lire notamment « People in transition », Transition report 2007 www.ebrd.com/downloads/research/transition/TR07.pdf

Retour sur les choix « généreux » de l'unification « historique » du continent...

La chute du Mur de Berlin en 1989 a ouvert une phase historique nouvelle du côté de l'Europe de l'Est. Mais elle a également marqué un tournant au cœur de la globalisation néo-libérale et de la construction européenne : les rapports de forces sociaux se sont dégradés par la suppression des protections antérieures dans une mise en concurrence généralisée des travailleurs. La logique de l'intégration européenne a développé en fait – à côté du miroir aux alouettes des aides européennes en réalité plafonnées par les choix budgétaires de l'agenda 2000 puis 2013 au moment même où elles auraient dû augmenter – la concurrence fiscale et sociale.

Le Traité de Maastricht de 1992 tenta de contenir l'hétérogénéité socio-économique et politique des États membres par des critères étroitement monétaristes qui ne sont appliqués dans aucun des pays les plus riches de la planète (Japon, États-Unis...) : limitation du déficit public et dettes publiques associées à l'interdit fait aux banques centrales de l'eurozone de financer des États membres. En fait, ces critères largement arbitraires devaient contrebalancer l'abandon du *Deutsche Mark* par l'Allemagne et atténuer sa défiance envers le « laxisme » des pays périphériques – à l'époque, la périphérie Sud de l'Union et pas encore les PECO. Il était notamment hors de question (et l'Allemagne l'inscrivit dans sa constitution) que la BCE vienne au secours d'un État membre en difficulté. Mais si chaque budget devait tendre vers l'équilibre, il n'était pas non plus question d'un budget européen élargi pour compenser cette contrainte.

Alors que les précédents élargissements vers les pays du Sud s'étaient accompagnés d'une augmentation du budget européen (avec notamment les fonds dits de « la cohésion ») pour aider les pays dont le PIB était inférieur à la moyenne communautaire, le nouvel élargissement allait se faire à budget européen minimum. Le couple franco-allemand imposa dans la décennie 2000 de l'élargissement « historique » vers l'Est, un plafonnement de ce budget à 1% du PIB européen (alors que les États-Unis disposent d'un budget fédéral de quelque 20% du PIB) : l'UE est donc dotée d'une politique monétaire unique ayant des effets différents sur un ensemble hétérogène, sans un budget capable de compenser par des mesures redistributives ces asymétries et imposant comme « valeur » commune, un droit de la concurrence au-dessus des principes de solidarité et de protection sociale.

Mais derrière ces critères, il y avait de grandes dissymétries des pouvoirs d'États et, notamment, une « exception allemande » codifiée comme telle dans le projet de Traité constitutionnel européen en 2005 : pendant plus de dix ans, les transferts budgétaires de l'Allemagne fédérale vers les nouveaux *Länder* ont été de plus de 100 milliards de marks par an (plus, chaque année, que l'ensemble cumulé des capitaux privés venant s'investir dans les PECO sur l'ensemble de cette période). Au cours de la décennie, ces ressources colossales n'ont pas servi à améliorer le bien-être des Allemands de l'Est (comme l'attestent leur mécontentement et leurs votes) mais à démanteler l'État social, favoriser les privatisations et comprimer les salaires sous pression de la compétition avec ceux de l'Europe de l'Est voisine...

Les délocalisations ont été favorisées par l'élargissement de l'Union. Et l'Allemagne a pris appui sur sa proximité avec les NEM de l'Est pour imposer une austérité salariale radicale : entre 2000 et 2007, le coût unitaire nominal du travail a baissé de 0,2% par an en Allemagne, alors qu'il augmentait de 2% en France, de 2,3% en Grande-Bretagne, entre 3,2% et 3,7% en Italie, Espagne, Irlande et Grèce – avec dans les pays périphériques un accroissement nominal d'autant plus élevé que l'inflation y était plus élevée...

Et l'on eut là un autre facteur de déséquilibre profond de cette construction : la croissance (faible) allemande a été basée sur des excédents d'exportation, avec une faible inflation et demande intérieure et une baisse radicale des salaires favorisée par les délocalisations des ateliers allemands à l'Est. Mais aux excédents allemands ont correspondu des déficits se creusant dans la périphérie du Sud et de l'Est européens, sans qu'il s'agisse pour autant d'ensembles homogènes¹².

Globalement, à côté de la « nouvelle Europe » dont la situation subordonnée a marqué la longue phase d'adhésion, la périphérie du sud de l'eurozone est un « maillon faible » d'une « vieille Europe » dissymétrique : l'Allemagne a déterminé avec la France les critères de Maastricht mais elles furent les premières à ne pas les respecter. Quelle que soit la diversité des situations et des stratégies de croissance nationales, et quels que soient les régimes monétaires on constate avec la crise une unité très largement transnationale dans les politiques préconisées : la dette grecque et la dite « crise de la dette souveraine » servent à lancer une nouvelle offensive de contraction des dépenses sociales. Il s'agit de ne rien toucher aux mécanismes et politiques économiques qui ont produit les dettes et la crise.

12. Les stratégies de croissance dans les pays du Sud ont été différentes de celles de la Grèce (finançant une croissance de la consommation par endettement), à l'Espagne fondant sa croissance sur un scénario proche de la bulle immobilière des États-Unis et de la Grande-Bretagne. Mais à l'Est aussi, les ressorts de la croissance ont été plus diversifiés (donc moins fragiles) en Pologne que dans les républiques baltes, grâce notamment à une politique moins dépendante des exportations. De plus les NEM sont encore (sauf la Slovaquie et la Slovaquie auxquelles s'est ajoutée l'Estonie en 2011) hors de l'eurozone, la diversité des régimes de change et des politiques budgétaires a été encore plus grande.

Mettre à plat les causes de la crise et des dettes pour fonder une autre logique européenne

La majeure partie des échanges extérieurs des pays de l'Union sont intra-européens. Et les causes fondamentales de la fragilité européenne sont connues : une Union monétaire sur un ensemble hétérogène vaste, sans politique économique, budgétaire ou de cohésion sociale. Donc au lieu d'une réduction des écarts de développement et de niveaux de vie, on a l'aggravation des écarts.

Mais ce n'est pas la monnaie en elle-même qui est cause des problèmes : sont en jeu les choix et les politiques menées hors de l'euro, ou avant l'euro, notamment dans le cadre du Système monétaire européen basé sur l'écu, monnaie commune. En France, le ralliement de la gauche au tournant néo-libéral s'est effectué en 1983, avec le franc. Une même monnaie pourrait servir une politique planifiée de réduction des inégalités et de plein emploi...

Ce sont les Traités (aujourd'hui en crise) et les logiques socio-économiques de l'Union qui sont problématiques – et elles sont celles d'un capitalisme financiarisé depuis les années 1980. Et dans la mise en concurrence de la force de travail des pays de l'Europe de l'Est, du Sud, du centre, la bourgeoisie allemande a été un élément pivot, imposant des compressions salariales encore plus fortes qu'ailleurs (en Grèce ou en France) aux salariés allemands sous pression directe du *made in Germany* des ateliers délocalisés.

Dans l'ensemble des NEM, la « sortie » de la récession de 2009 se fait très lente et sur la base d'excédents commerciaux qui reflètent une chute importante de la demande intérieure (consommation comme investissements) et donc aussi des importations. Il s'agit donc d'une croissance basée sur la « compétitivité » externe des bas salaires. La logique récessive à l'œuvre dans l'ensemble de l'UE signifiera aussi l'effondrement de cette faible croissance en Europe de l'Est.

À défaut d'alternatives progressistes, les votes d'extrême droite, de la Hongrie aux Pays-Bas indiquent un triste avenir... Le repli nationaliste et xénophobe fait partie des pires possibles. L'acceptation des plans d'austérité profondément injustes socialement, imposés aujourd'hui par l'action combinée du FMI et des institutions européennes, peut en effet y conduire. Entre ces deux impasses, une troisième orientation devrait se frayer un chemin en mettant l'accent sur les droits communs à défendre et en imposant un « audit

public » européen (basé sur des expertises et un contrôle des associations sociales, syndicales, politiques) sur l'ensemble des mécanismes et choix de financement qui ont produit la crise actuelle. ■